



Grèce: Mettre les populations dans un sentiment d'impuissance.

Par [Jean-Claude Paye](#)

Mondialisation.ca, 22 juillet 2015

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Désinformation médiatique](#),
[Économie](#)

Dans ses célèbres conférences, l'historien Henry Guillemin, nous rappelait une phrase, datant de 1897, de Maurice Barrès, maître à penser de la droite nationaliste française, : « *la première condition de la paix sociale est que les pauvres aient le sentiment de leur impuissance.* » Ce paradigme éclaire le résultat des négociations menées par Alexis Tsipras. Les citoyens furent appelés par leur premier ministre, à se prononcer, à travers un référendum, contre les propositions de l'UE qui furent rejetées par 61% des votants. A la suite, Tsipras accepte un accord encore plus défavorable pour les populations grecques. De plus, tout en se soumettant au dictat de l'UE, il déclare : « *je ne crois pas à cet accord. C'est un mauvais accord pour la Grèce et pour l'Europe, mais j'ai dû le signer pour éviter une catastrophe* »

Double pensée

Tsipras développe ici une procédure de double pensée qui consiste à annuler un énoncé en même temps qu'il est prononcé, tout en maintenant ce qui a été préalablement donné à entendre. Ainsi, le citoyen doit avoir la capacité d'accepter des éléments qui s'opposent, sans relever la contradiction existante. Il possède alors deux visions incompatibles. Énoncer en même temps une chose et son contraire, produit une désintégration de la conscience. Il n'est plus possible de percevoir et d'analyser la réalité. Dans l'incapacité de mettre l'émotion à distance, on ne peut plus qu'éprouver le réel, lui être soumis et non le penser et de l'organiser. .

Le déni de l'opposition entre les deux propositions empêche toute représentation. Cette procédure est nommée clivage par la psychanalyse. Elle interdit tout jugement et entraîne une indifférenciation des éléments de la réalité. La dé-construction de la faculté de symboliser empêche la formation d'une mémoire et s'oppose ainsi à la constitution d'un nous. Nous transformant en monades, le discours a alors un effet de pétrification face à la toute puissance des institutions européennes et enferme dans la psychose : aucune autre politique n'est possible.

George Orwell a déjà décrit dans *1984*, le dispositif de « *double pensée* » qui consiste à « *retenir simultanément deux opinions qui s'annulent, alors qu'on les sait contradictoires et croire à toutes deux.* » Il avait déjà identifié ces « *principes de l'asservissement* » qui destituent l'individu de toute capacité de résistance, qui ont pour fonction d'effacer chez le sujet « *tout souvenir de l'existence d'un désir possible de résistance* »

Primauté de l'image.

La capitulation ne remet pas en cause l'image du premier ministre: « *on ne peut pas me reprocher de ne m'être pas battu. Je me suis battu jusqu'où personne ne s'est battu..* » Cependant, l'on sort d'une politique d'affrontement pour occuper une place de victime. L'iconographie produite par l'idéologie victimaire, possède deux faces, à la fois l'image du héros, celui qui s'est battu plus que tout autre, et celle de la victime. Ainsi, la mère d'Alexis, Aristi Tsipras, 73 ans, raconte à l'hebdomadaire people *Parapolitika* : « *dernièrement Alexis ne mange plus, ne dort plus, mais il n'a pas le choix, il a une dette envers le peuple qui lui a fait confiance* ». Son épouse ajoute : « *Je ne le vois plus que rarement. Il va de l'aéroport au Parlement. Il n'a pas le temps de voir ses propres enfants, comment pourrait-il me voir moi?* ». Tout se réduit à la souffrance de la « *belle âme* », celle d'un 'homme politique fidèle, mais blessé.

L'enjeu de l'affrontement se déplace de l'opposition entre des forces sociales au conflit intérieur du premier ministre. Les populations sont ainsi dépossédées de la matérialité de leur résistance au profit de la sauvegarde de l'image de leur premier ministre. Or, ce dernier s'est totalement plié aux exigences des créanciers et accepté toutes les surenchères de ces derniers.

L'austérité comme seule politique possible.

La « *politique d'austérité* » imposée au pays a déjà, en cinq ans, fait baisser de 25% à 30%, selon les différentes estimations, le PNB du pays et d'avantage le niveau de vie de la grande majorité de la population, les hauts revenus ayant été peu touchés par les mesures prises. Le plan imposé ne peut qu'accentuer cette tendance : austérité accrue et augmentation relative de la dette. La Grèce ne pourra pas faire face à ses engagements, ce qui impliquera une nouvelle intervention extérieure. La sortie de la Grèce de la zone euro pourrait être simplement reportée. De plus, la Grèce perd l'essentiel de ce qui lui restait de souveraineté nationale, car elle doit se conformer à des mécanismes de coupes automatiques de ses dépenses et soumettre ses réformes au bon vouloir des institutions européennes. Où se situe la « *catastrophe* », dans un nouvel affaiblissement rapide et programmé du pays ou dans une sortie de l'Euro permettant un défaut sur la dette et ainsi une possibilité de relance de l'activité économique?

Propager un sentiment d'impuissance dans l'ensemble de l'UE.

L'attaque contre le désir de résistance des populations prend tout son sens, non seulement en Grèce, mais aussi au niveau de l'UE. Tsipras a voulu croire que ce qu'il considérait comme tabou : un « *Grexit* » induisant un démantèlement de la zone euro, l'était également pour ses interlocuteurs. Or, pour les dirigeants de l'UE et principalement pour l'Allemagne, la construction européenne est destinée à disparaître dans le futur grand marché transatlantique. L'attitude de l'Allemagne qui, aussi bien au niveau de la lutte contre la fraude fiscale que celui de l'attaque contre l'euro, a fourni un appui à l'offensive étasunienne. Cette volonté de mettre la zone euro en difficulté est confirmée par le refus réitéré de diminuer la dette grecque. Cette attitude est cohérente avec l'engagement privilégié de cet Etat européen dans la mise en place d'une union économique avec les Etats-Unis. La dissolution de l'UE dans cette zone politique et économique ne peut se faire qu'au prix d'un important recul du niveau de vie et des libertés en Europe. Les populations de l'UE devront consentir au démantèlement de leurs acquis. L'expérience grecque conduisant à un sentiment d'impuissance face à ces politiques dévastatrices révèle alors son enjeu.

Jean-Claude Paye sociologue, auteur de l'Emprise de l'image, Yves Michel 2012.

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [Jean-Claude Paye](#), Mondialisation.ca, 2015

Articles Par : [Jean-Claude Paye](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca